

## Deux ans avant la Conférence de révision du TNP 2015 : Quelles avancées ?

Par **Bérangère Rouppert**

23 mai 2013

### Résumé

À mi-parcours entre la dernière Conférence de révision du TNP de 2010 et celle qui doit avoir lieu en 2015, le deuxième Comité préparatoire (PrepCom) à la 9<sup>ème</sup> Conférence d'examen du TNP de 2015 s'est déroulé à Genève du 22 avril au 3 mai 2013. Dans un contexte international marqué par les menaces d'attaques nucléaires de la Corée du Nord, d'impasse des négociations sur le programme nucléaire iranien et de dégradation de la situation sécuritaire au Moyen-Orient, peu de résultats étaient attendus de cette réunion. Pourtant, des événements de prime abord bénins, sont avec le recul porteurs de messages qui peuvent soit relancer la dynamique du TNP soit conduire à son obsolescence.

**Mots clés :** Conférence d'Oslo, TNP, non-prolifération, nucléaire, Égypte, ZEAN, société civile

### Abstract

#### What progress? Two years away from the 2015 NPT Review Conference

Half way between the last Review Conference of the 2010 NPT and the scheduled conference in 2015, the second preparatory committee (PrepCom) for the 9<sup>th</sup> Conference of the NPT in 2015 was held in Geneva, April 22<sup>nd</sup> to May 3<sup>rd</sup> 2013. Few results are expected from this meeting as the global geo-political situation is marked by the threat of nuclear attacks by North Korea, negotiations deadlock over Iran's nuclear program and the deteriorating security situation in the Middle East. This situation will either have the dynamic to bring the NPT forward or further drive it to its obsolescence.

**Keywords :** Oslo Conference, NPT, non-proliferation, nuclear, Egypt, NWFZ, civil society

### Citation :

ROUPPERT Bérangère, *Deux ans avant la Conférence de révision du TNP 2015 : quelles avancées ?*, Note d'Analyse du GRIP, 23 mai 2013, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/895>



## 1. De 2010 au premier Comité préparatoire de 2012: La poursuite des engagements

### 1.1 Le document final de 2010<sup>1</sup>

Malgré des divergences très importantes entre États dotés de l'arme nucléaire (EDAN) et États non dotés de l'arme nucléaire (ENDAN), les délégations sont parvenues à adopter un document final prévoyant la mise en œuvre de 64 actions en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaire. Rien n'était moins sûr au regard d'événements extérieurs venus perturber le bon déroulement de la Conférence : la décision indienne de tester un missile à capacité nucléaire en pleine période de Conférence ; l'annonce nord-coréenne de la maîtrise de la fusion nucléaire; la décision américaine de déployer des missiles à moyenne portée en Pologne, soit en bordure du territoire russe et l'accord conclu par l'Iran, la Turquie et le Brésil en vue d'un échange d'uranium. Pourtant, après dix années de *statu quo* à la suite de l'échec de la mise en œuvre des décisions adoptées à la Conférence d'examen de 2000, la réunion de 2010 donnait l'espoir d'une nouvelle dynamique pour les cinq années à venir.

Bien que les travaux du premier Comité portant sur le désarmement aient débouché sur une répétition par les EDAN de promesses déjà faites, ceux du deuxième Comité relatif à la non-prolifération et aux questions régionales ont été porteurs d'espoir. En effet, après la résolution sur le Moyen-Orient incluse dans le document final de la Conférence de révision du TNP en 1995, il a fallu attendre celle de 2010 pour que soit décidée l'organisation, pour 2012, d'une Conférence sur l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive (ZEAN/ZEADM) dans la région. Enfin, le troisième Comité portant sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire a généré des débats passionnés marqués par la volonté de renforcer la sûreté et la sécurité nucléaire ainsi que la coopération technique en la matière. Quant à la question du droit de retrait du TNP, elle n'a débouché sur aucune réponse satisfaisante.

### 1.2. Le PrepCom de 2012 à Vienne

La réunion du premier Comité préparatoire à la 9<sup>ème</sup> Conférence d'examen du TNP s'est tenue à Vienne du 30 avril au 12 mai 2012. Tandis que les membres du P-5<sup>2</sup> consacraient leur attention sur les risques liés à la prolifération et au retrait du TNP, les ENDAN dénonçaient le manque d'avancée sur la voie du désarmement et, plus précisément, dans la mise en œuvre des 13 étapes du Plan d'action adopté à la Conférence de 2000<sup>3</sup>.

- 
1. Voir MEKDOUR, Mehdi, ROUPPERT, Bérangère. Conférence de révision 2010 du Traité de non-prolifération - Succès et désillusions d'une nouvelle dynamique de désarmement nucléaire. Rapport du GRIP, juin 2010.
  2. Il s'agit des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies : la Chine, la Russie, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni.
  3. Voir les déclarations des délégations russe, américaine, française et chinoise du 30 avril 2012 et britannique du 7 mai 2012, sur le site de Reaching critical will : <http://www.reachingcriticalwill.org/disarmament-fora/npt/2012/statements>  
Voir par exemple la déclaration du Mouvement des non-alignés du 30 avril 2012, *ibid*.

Ils ont également déploré l'absence de diminution significative des arsenaux nucléaires<sup>4</sup>, leur modernisation et la place toujours aussi importante de l'arme nucléaire dans les politiques de défense des EDAN<sup>5</sup>.

Afin de faire avancer la cause du TNP, les ONG et la société civile ont orienté, ces dernières années, le débat sur les conséquences humanitaires de l'emploi des armes nucléaires et ont obtenu que cette mention soit présente dans le document final de 2010. Elles ont été ralliées par certains États parties, telles que la Norvège, qui a annoncé dès le premier jour du PrepCom qu'une Conférence internationale sur ce sujet se tiendrait à Oslo les 4 et 5 mars 2013. Seize États<sup>6</sup> ont présenté une déclaration conjointe<sup>7</sup> portant sur la dimension humanitaire des armes nucléaires, insistant sur le fait que « les armes nucléaires ne permettent pas d'adresser les défis actuels que sont la pauvreté, la santé, le changement climatique, le terrorisme ou le crime transnational », domaine dont « les fonds diminuent » alors même que « de vastes ressources financières [sont] consacrées chaque année à la maintenance, à la modernisation et à la hausse des arsenaux nucléaires ».

Ils ont également dénoncé l'atteinte au droit international humanitaire que constituent les armes nucléaires en ce qu'elles ne respectent pas les « normes de distinction, proportionnalité et précaution, d'interdiction des maux superflus et des souffrances inutiles et de dommages graves et durables à l'environnement naturel ».

Cette réunion a également été l'occasion, plus d'un an après l'accident nucléaire de Fukushima, d'aborder la question de l'énergie nucléaire civile, de la sûreté et de la sécurité nucléaire. Le Plan d'action de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) sur la sûreté nucléaire, adopté en septembre 2011, a été bien accueilli et soutenu par l'ensemble des États parties. De nombreux États ont annoncé avoir pris des mesures afin de vérifier et renforcer la sûreté de leurs installations nucléaires<sup>8</sup>. D'autres, comme la Suisse ou la Norvège, ont réclamé qu'un cadre international soit créé afin de faire respecter ces normes de sécurité<sup>9</sup>.

À quelques mois de la Conférence sur une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient (ZEAN), prévue initialement pour la fin 2012, le PrepCom 2012 a permis à nombre de participants de réaffirmer leur soutien à une telle initiative, « une des étapes sur le chemin de la paix et de la stabilité dans la région »<sup>10</sup>. Le facilitateur de cette future Conférence, après avoir présenté un rapport sur les avancées obtenues depuis sa nomination en novembre 2011, a appelé chacun des acteurs concernés à poursuivre ses efforts pour assurer la tenue et le succès de la réunion sur le Moyen-Orient.

---

4. Voir par exemple la déclaration de la délégation argentine du 4 mai 2013 sur le site de Reaching critical will, *ibid*.

5. Voir par exemple les déclarations des délégations égyptienne et iranienne du 3 mai 2012, des délégations chinoise et du Mouvement des non-alignés du 4 mai 2012 sur le site de Reaching critical will, *ibid*.

6. Afrique du Sud, Autriche, Chili, Costa Rica, Danemark, Égypte, Indonésie, Irlande, Malaisie, Mexique, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, Saint-Siège, Suisse.

7. Voir la déclaration conjointe sur le site de l'Acronym Institute for Disarmament Diplomacy : <http://www.acronym.org.uk/official-and-govt-documents/joint-statement-humanitarian-dimension-nuclear-disarmament-2012-npt-prepcom>

8. Voir par exemple les déclarations de la délégation américaine du 10 mai 2012 et de l'UE du 9 mai 2012 sur le site de Reaching critical will : <http://www.reachingcriticalwill.org/disarmament-fora/npt/2012/statements>

9. Reaching critical will, « NPT news in review » n° 8, 10 mai 2012, p.3.

10. Déclaration de la délégation de Malaisie du 8 mai 2012 sur le site de Reaching critical will, *ibid*.

Mais, comme l'a souligné Béatrice Fihn de *Reaching Critical Will*, « la plupart des délégations se sont concentrées sur ceux que les autres doivent faire pour garantir ce succès » et n'ont pas entrepris « d'autoréflexion »<sup>11</sup>. Un report de la Conférence ou son échec « pourrait avoir des conséquences de long terme sur la paix et la sécurité internationales, [...], éroderait l'éclat du TNP et porterait atteinte à la non-prolifération dans le monde entier »<sup>12</sup>. Le premier Comité préparatoire en vue de la Conférence d'examen de 2015 s'est donc clos sur une dynamique positive.

## 2. 2012-2013 : entre dégradation sécuritaire internationale et espoirs de nouvelles avancées

### 2.1. Déceptions et craintes depuis quelques mois

#### 2.1.1 *Le report de la Conférence 2012 sur la ZEAN au Moyen-Orient*<sup>13</sup>

Depuis la nomination de l'ambassadeur finlandais Jaakko Laajava comme facilitateur de la Conférence sur une ZEAN au Moyen-Orient, celui-ci n'a cessé de mener des consultations avec l'ensemble des États de la région pour les convaincre de participer à cette réunion et recueillir leurs attentes, priorités et suggestions. Malgré le ferme engagement des États arabes et l'annonce tardive de la participation iranienne, les trois États dépositaires du TNP (États-Unis, Russie et Royaume-Uni) ont décidé fin novembre 2012 de reporter la réunion. Le contexte instable en Syrie, la non-participation d'Israël et les divergences des États en matière de maîtrise des armements ont été les raisons avancées. Depuis lors, la question d'une nouvelle date pour cette Conférence reste en suspens.

#### 2.1.2 *Les menaces nord-coréennes*<sup>14</sup>

Un an après avoir accepté un moratoire sur ses activités nucléaires (essais nucléaires, enrichissement de l'uranium à Yongbyon et lancement de missiles à longue portée), le nouveau dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a fait violemment marche arrière en procédant à un troisième essai nucléaire. Puis, ce fut l'escalade verbale : la fin de la reconnaissance de l'armistice de 1953 mettant un terme aux combats entre le nord et le sud de la péninsule, la suspension de la ligne téléphonique d'urgence entre les deux Corées, l'interdiction de l'accès à un site industriel à des travailleurs sud-coréens, l'annonce du redémarrage d'un réacteur nucléaire, des recommandations d'évacuation du personnel diplomatique de toutes les ambassades, la menace de frappes nucléaires contre les États-Unis et la Corée du Sud et enfin la mise en état d'alerte maximale de ses missiles. A la veille de l'ouverture du 2<sup>ème</sup> Comité préparatoire, la tension était donc à son comble avec la Corée du Nord, ancien État partie au TNP, mettant au premier plan la question du droit de retrait de ce traité.

#### 2.1.3 *L'impasse des négociations sur le programme nucléaire iranien*

Le rapport de l'AIEA de novembre 2012 faisait état de la transformation d'une partie de la quantité d'uranium enrichi en trois mois, en combustible destiné au réacteur de recherche médicale de Téhéran.

11. *Reaching critical will*, « NPT news in review », n°7, 9 mai 2012. p.1.

12. Déclaration de la délégation du Liban *in Reaching critical will*, « NPT news in review », n°7, 9 mai 2012. p.4.

13. Voir ROUPPERT, Bérangère. « La Conférence 2012 sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient: un échec programmé? », Rapport du GRIP, novembre 2012. <http://www.grip.org/fr/node/623>

14. HELLENDORFF, Bruno et KELLNER, Thierry. « Vers une nouvelle guerre de Corée ? ». Note d'Analyse du GRIP, 8 avril 2013. <http://www.grip.org/fr/node/854>

Convertir ainsi le combustible rend plus difficile la transformation du matériau en uranium enrichi à 90%, nécessaire à la fabrication de bombes. Si certains y ont vu une façon pour l'Iran de contourner les soupçons occidentaux relatifs à un programme nucléaire à visée militaire, d'autres y ont vu, au contraire, une inflexion de l'Iran et un signal de modération de ses dirigeants vers une possible relance des négociations.

Cependant, lors de la publication du rapport suivant en février 2013<sup>15</sup>, le verdict est tout autre : des centrifugeuses d'une nouvelle génération « qui seraient trois à cinq fois plus productif dans l'enrichissement de l'uranium que les modèles standards actuellement en service »<sup>16</sup> ont été installées sur le site d'enrichissement d'uranium de Natanz. Un acte qui constitue une nouvelle violation des obligations de l'Iran vis-à-vis des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Malgré de nouveaux pourparlers entre l'AIEA et l'Iran, aucun accord sur l'approche structurée devant permettre de résoudre les questions de l'Agence sur le programme nucléaire de Téhéran et d'accéder à des sites et informations importantes n'a pu être conclu comme espéré.

## 2.2. Des raisons d'espérer ?

Contrairement à certaines désillusions générées par le document final de 2010, certains progrès inattendus ont été réalisés.

### 2.2.1. Le sommet de l'OTAN à Chicago

Dans le document final de la Conférence de révision de 2010, aucune mention n'était faite des armes nucléaires tactiques américaines stationnées dans cinq pays européens, en raison de la sensibilité du sujet et des dissensions entre les acteurs concernés<sup>17</sup>. Pourtant, la publication de la *Defense and Deterrence Posture Review* (DDPR) de l'OTAN lors du sommet de Chicago en mai 2012, a créé la surprise. En effet, dans ce document, l'Alliance atlantique n'exclut pas l'éventualité de réduire davantage son « besoin » en armes nucléaires non stratégiques stationnées en Europe (§27). Le Conseil de l'Atlantique Nord est chargé de désigner les Comités qui devront mener la réflexion sur cet enjeu et prévoir le maintien du partage du fardeau nucléaire en cas de retrait de ces armes (§11-12) : le débat sur la présence des armes nucléaires tactiques en Europe est donc posé<sup>18</sup>.

### 2.2.2. La Conférence d'Oslo de mars 2013<sup>19</sup>

Annoncée dès le PrepCom de Vienne en 2012, la Conférence sur les conséquences humanitaires de l'arme nucléaire a eu lieu comme prévu en mars 2013. Malgré le boycott du P5, la mobilisation internationale a été très forte puisque 127 États ont participé (dont deux EDAN, l'Inde et le Pakistan) ainsi que de très nombreuses ONG coordonnées par le collectif ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons).

---

15. « Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran », Rapport de l'AIEA, 21 février 2013.

16. ALBRIGHT, David, DUBOWITZ, Mark, and KITTRIE, Orde. « Stopping an Undetectable Iranian Bomb », ISIS Report, 27 mars 2013.

17. Voir ROUPPERT, Bérangère. « Les armes nucléaires tactiques américaines en Europe : les enjeux d'un éventuel retrait », Rapport du GRIP, mai 2012. <http://www.grip.org/fr/node/105>

18. Voir ROUPPERT, Bérangère. « L'après-Chicago : l'Alliance de tous les possibles », Les Nouvelles du GRIP, n°2, 2012. <http://www.grip.org/fr/node/728>

19. COLLIN, Jean-Marie. L'impact humanitaire des armes nucléaires : un nouveau « Forum du désarmement » ? Note d'analyse du GRIP, 25 avril 2013. <http://www.grip.org/fr/node/880>

L'objectif était de donner « une plus grande visibilité politique à la cause du désarmement nucléaire » et de générer « une prise de conscience des conséquences de la détonation volontaire ou accidentelle d'une arme nucléaire sur la santé, l'environnement, l'économie, le développement »<sup>20</sup> et sur l'impréparation des gouvernements et de la société civile à faire face à une telle éventualité. Avec Oslo, est né « un nouveau Forum de discussion intergouvernemental sur le désarmement nucléaire, où les États non dotés d'arme nucléaire ont le leadership des décisions »<sup>21</sup>.

### 3. Le PrepCom 2013

C'est donc dans un contexte peu propice à la convergence de vues entre les États participants que s'est déroulé le deuxième Comité préparatoire à la 9<sup>ème</sup> Conférence d'examen du TNP. L'objectif était à la fois d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en place du Plan d'action adopté en 2010 – domaine dans lequel le rôle des ONG et de la société civile a été salué – et de tracer la voie aux discussions de la Conférence de 2015.



Entrée du Palais des Nations à Genève (Source : ICAN)

#### 3.1. Un désarmement qui se fait attendre

Une fois de plus, ce PrepCom a été l'occasion pour les ENDAN de dénoncer le manque d'implication des EDAN à réaliser l'article VI du TNP relatif au désarmement<sup>22</sup>. Les EDAN ont répliqué de la même façon que lors de réunions précédentes en détaillant par le menu les actions entreprises en la matière<sup>23</sup>. En une décennie « très peu de progrès ont été réalisés » en matière de désarmement : les EDAN ont tous prévu une modernisation de leur arsenal<sup>24</sup>; les armes nucléaires conservent un rôle central dans leur politique de défense<sup>25</sup> ; aucune avancée ne semble se profiler pour que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre en vigueur<sup>26</sup> et pour que des négociations commencent sur un Traité d'interdiction de production des matières fissiles<sup>27</sup>.

Le Royaume-Uni s'est particulièrement distingué en qualifiant les missiles Trident de « meilleure police d'assurance possible », face aux menaces nucléaires nord-coréennes.

20. Ibidem. p.2-3.

21. Ibidem. p.7.

22. Voir par exemple les déclarations des délégations du Mouvement des non-alignés et sud-africaine du 22 avril sur le site de Reaching Critical Will  
<http://www.reachingcriticalwill.org/disarmament-fora/npt/2013/statements>

23. Voir par exemple les déclarations des délégations française et britannique du 24 avril 2013 sur le site de Reaching Critical Will, ibid.

24. «The NPT action plan monitoring report » Reaching critical will, mars 2013, p.28-41.

25. Ibid.

26. «The NPT action plan monitoring report » Reaching critical will, mars 2013, p.57-59.

27. Ibid. p.61-64.

Cet argument visant à justifier le renouvellement de ces missiles a été jugé fallacieux par les ONG comme l'Acronym Institute for Disarmament Diplomacy<sup>28</sup>.

### 3.2. Des débats axés sur les aspects humanitaires

Quelques semaines après la Conférence d'Oslo, le débat s'est logiquement porté sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires. Alors qu'au premier Comité préparatoire de 2012, l'initiative humanitaire n'était portée que par seize États, au PrepCom 2013, elle a recueilli les signatures de 80 nations<sup>29</sup>. C'est la première fois qu'un « aussi grand groupe interrégional fait une déclaration commune sur un seul problème »<sup>30</sup>. Seul bémol : le document final ne précise pas que cette déclaration conjointe a été signée par « 75% des délégations participantes »<sup>31</sup> et n'entre pas dans les détails de la déclaration, comme l'interdiction d'utiliser des armes nucléaires dans n'importe quelle circonstance<sup>32</sup>. Mais au moins, comme l'a souligné l'ambassadeur sud-africain, « cette problématique est désormais fermement établi dans l'agenda international »<sup>33</sup>.

### 3.3. La sortie de l'Égypte ou la fin de la passivité face aux échecs répétés du TNP

Le 2<sup>ème</sup> Comité préparatoire 2013 ne pouvait pas s'abstenir d'aborder le report *sine die* de la Conférence sur l'établissement d'une ZEAN au Moyen-Orient devant normalement se tenir fin 2012. Cette décision prise par les États dépositaires du TNP a généré de vifs débats au sein des États arabes quant à leur participation ou non à ce PrepCom. Une semaine après le début de la Conférence, l'ambassadeur égyptien a prononcé un discours dénonçant le report « unilatéral de la Conférence [...] sans même qu'aient été consultés les États de la région »<sup>34</sup>, un ajournement considéré comme « un non-respect des engagements convenus ». À l'issue de cette déclaration, l'Égypte a fait le choix de quitter la réunion afin de protester contre « l'échec inacceptable et continu à mettre en œuvre la Résolution de 1995 sur le Moyen-Orient ». Cette sortie est à prendre au sérieux. Non pas que l'Égypte remette en cause sa participation au TNP – elle a au contraire réaffirmé son « soutien fort » au traité – mais plutôt qu'elle exprime une profonde exaspération et frustration à l'égard « d'engagements pris mais jamais mis en œuvre ».

À terme, au-delà de la perte de confiance dans le régime de non-prolifération, c'est la crédibilité tout entière du Traité qui est en jeu. C'est d'ailleurs ce qui a poussé nombre d'États à exiger que la sortie de l'Égypte fasse au moins l'objet d'une phrase dans le document final, tant il s'agissait d'« un fait sans précédent dans l'histoire du TNP »<sup>35</sup>.

28. JOHNSON, Rebecca. « North Korea and Trident: challenging the nuclear non-proliferation regime ». Acronym Institute for Disarmament Diplomacy, 22 avril 2013.

29. Voir le texte de la « Joint Statement on the humanitarian impact of nuclear weapons », 24 avril 2013.  
[http://www.reachingcriticalwill.org/images/documents/Disarmament-fora/npt/prepcom13/statements/24April\\_SouthAfrica.pdf](http://www.reachingcriticalwill.org/images/documents/Disarmament-fora/npt/prepcom13/statements/24April_SouthAfrica.pdf)

30. Reaching critical will, NPT News in Review n°4, 25 avril 2013, p.1.

31. JOHNSON, Rebecca. « NPT: Tootless in the face of real world dangers ». Acronym Institute for Disarmament Diplomacy, 3 mai 2013.

32. Reaching critical will, NPT News in Review n°10, 3 mai 2013, p.1.

33. Reaching critical will, NPT News in Review n°4, 25 avril 2013, p.1.

34. Voir la déclaration de la délégation égyptienne du 29 avril 2013 sur le site de Reaching critical will:  
<http://www.reachingcriticalwill.org/disarmament-fora/npt/2013/statements>

35. JOHNSON, Rebecca. « NPT: tootless in the face of real world dangers ». Acronym Institute for Disarmament Diplomacy, 3 mai 2013.

## Conclusion

Deux ans avant la prochaine Conférence d'examen du TNP, beaucoup de chemin reste à parcourir pour mettre en œuvre les 64 actions décidés en 2010. Bien que l'attention de la communauté internationale ait pu être quelque peu détournée par les menaces de frappes nucléaires proférées par le régime nord-coréen et les allégations d'emploi d'armes chimiques dans le conflit syrien, plusieurs messages ont été adressés à l'ensemble des États parties et, espérons-le, entendus par tous.

Tout d'abord, il y a eu une prise de conscience que la crainte, à chaque réunion des États parties au TNP, d'un échec ou de l'incapacité à se mettre d'accord sur un document final, conduit à une attitude contre-productive. Celle d'adopter des engagements dont on ne prend pas « au sérieux » la réalisation, comme l'Égypte estime que ce fut le cas pour l'établissement d'une ZEAN au Moyen-Orient. La sortie de l'Égypte est à la fois un aveu de faiblesse – le seul moyen de se faire entendre passe finalement par l'absence – et un symbole fort à même de peser sur les réunions à venir, tant les dénonciations présentes dans le discours de l'ambassadeur égyptien sont puissantes et justifiées.

En rappelant qu'elle a rejoint le TNP aussi au regard de ses intérêts nationaux en matière de sécurité, l'Égypte invite implicitement les EDAN à reconsidérer ce qui a été à l'origine du Traité: la volonté d'éviter toute prolifération nucléaire, y compris au Moyen-Orient, et de contribuer à la paix, à la sécurité et à la prospérité internationale, en allant vers un désarmement progressif. Parce qu'ils sont les premiers à ne pas respecter la mise en œuvre de l'article VI relatif au désarmement, les EDAN mettent à mal à la fois leur crédibilité – eux qui exigent toujours davantage de garanties de la part des EDAN – et celle du TNP, voire son existence.

Plus positivement, l'influence des ONG et des organisations de la société civile dans le débat sur la non-prolifération et le désarmement nucléaire est désormais affirmée et reconnue par la majorité des États parties au TNP. Comme en atteste la déclaration conjointe sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, « la société civile a un rôle crucial à jouer, aux côtés des gouvernements ».

\*\*\*

***Bérangère Rouppert** est chercheuse au GRIP depuis 2010. Ses travaux portent sur les questions stratégiques et de défense : non-prolifération des armes de destruction massive, désarmement mondial et les stratégies et doctrines de défense.*

Le **Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < [www.grip.org](http://www.grip.org) >